RCS : NANTES
Code greffe : 4401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

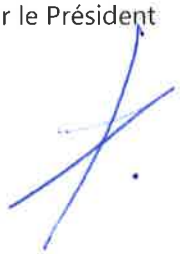
Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00792
Numéro SIREN : 792 043 747
Nom ou dénomination : YELLODIT

Ce dépôt a été enregistré le 10/01/2024 sous le numéro de dépôt 620

YELLODIT
Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissaires aux comptes
Au capital de 10.000 €
Siège social : 18 rue Scribe – 44000 NANTES
792 043 747 RCS NANTES
(Ci-après la « ***Société*** »)

Extrait certifié conforme par le Président



PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE
DU 21 DECEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois,
Le 21 décembre,
A 14 h,

Les associés de la Société se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, dans les locaux de la société PARTHEMA AVOCATS situés 3 Mail du Front Populaire – 44200 NANTES, sur convocation du Président de la Société adressée par lettre recommandée avec avis de réception du 4 décembre 2023 à chaque associé.

L'Assemblée Générale est présidée par Monsieur Benoit de la CELLE, en qualité de Président de la Société.

Il est établi une feuille de présence qui a été émargée par les membres de l'assemblée en entrant en séance.

La feuille de présence, certifiée exacte par le Président permet de constater que les associés présents ou représentés possèdent ensemble 1.000 actions sur les 1.000 actions ayant le droit de vote.

Le Président de l'Assemblée dépose sur le bureau et présente aux participants à l'Assemblée :

- (...)

Le Président déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social, préalablement à la présente réunion, leur permettant ainsi d'exercer leur droit de communication, conformément aux dispositions légales et statutaires.

L'Assemblée Générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

En matière ordinaire :

(...)

En matière extraordinaire :

- (...)
- Division de la valeur nominale des actions et multiplication corrélative du nombre d'actions,
- Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts,
- (...)
- Transfert du siège social au 4 rue Voltaire – 44000 Nantes,
- Modification corrélative de l'article 4 des statuts,
- (...) et modification des articles 18.4 et 19.4 des statuts,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le Président déclare qu'aucun associé n'a envoyé de projets de résolutions, ni réclamé de documents ou de renseignements quelconques.

L'Assemblée Générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président présente à l'Assemblée les comptes des exercices clos, le rapport du Président et le rapport spécial du Président sur les conventions.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

I – EN MATIERE ORDINAIRE

(...)

II – EN MATIERE EXTRAORDINAIRE

(...)

DIX-SEPTIEME RESOLUTION – DIVISION DE LA VALEUR NOMINALE DES ACTIONS

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président décide la division par 10 du nominal des actions et qu'à compter de ce jour, le capital social de 10.000 €, qui était divisé en 1.000 actions de 10 € chacune, sera divisé en 10.000 actions nouvelles d'un euro.

Cet échange, qui intervient sans rompu, est réalisé par voie de remplacement des 1.000 actions anciennes de 10 € chacune par 10.000 actions nouvelles d'un euro, attribuées aux associés à raison de 10 actions nouvelles pour une action ancienne.

Les actions nouvelles à émettre par la suite de la division du nominal conféreront à leurs titulaires les mêmes droits et obligations que les actions anciennes.

Cette résolution est adoptée ***par*** 1000 ***voix ayant voté pour,*** 0 ***voix ayant voté contre et*** 0 ***voix s'étant abstenues.***

DIX-HUITIEME RESOLUTION – MODIFICATION DE L'ARTICLE 7 DES STATUTS

L'Assemblée Générale, comme conséquence de la division des actions faisant l'objet de la résolution qui précède, modifie ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 des statuts de la Société :

« ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

Il est rajouté in fine :

L'Assemblée Générale du 21 décembre 2023 a décidé de diviser la valeur nominale des actions par 10 et de la ramener de 10 euros à 1 euro, chaque action détenue par un associé lui donnant droit ainsi à 10 actions.

Le reste de l'article demeure inchangé.

« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à un montant de dix mille euros (10.000 €).

Le capital social est divisé en dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, entièrement libérées et souscrites, dont :
- 3.750 actions ordinaires,
- 2.500 actions de préférence, au sens de l'article L. 228-11 du Code de commerce, de catégorie P1, dites « AP1 »,
- 3.750 actions de préférence, au sens de l'article L. 228-11 du Code de commerce, de catégorie P2, dites « AP2 ».

Toutes les actions ordinaires bénéficient des mêmes droits. Les AP1 et les AP2 bénéficient des droits particuliers définis aux articles 17.2 et 17.3 ci-après.

La Société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, ou de modification dans la composition des organes de gestion, de direction et d'administration, la Société est tenue de demander à la Commission régionale d'inscription, dont elle relève, la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. »

Cette résolution est adoptée ***par*** 1000 ***voix ayant voté pour,*** 0 ***voix ayant voté contre et*** 0 ***voix s'étant abstenues.***

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

(...)

Cette résolution est _____ par _____ voix ayant voté pour, _____ voix ayant voté contre et _____ voix s'étant abstenues.

VINGTIEME RESOLUTION – TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL ET MODIFICATION ARTICLE 4 DES STATUTS

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide de transférer le siège social du 18 rue Scribe - 44000 Nantes au 4 rue Voltaire - 44000 Nantes, à compter rétroactivement du 1er décembre 2023 et de modifier l'article 4 des statuts comme suit :

« ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL
Le siège social est fixé 4 rue Voltaire – 44000 NANTES. »

Cette résolution est adoptée par 1 000 voix ayant voté pour, 0 voix ayant voté contre et 0 voix s'étant abstenues.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION – REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX ET MODIFICATION DES ARTCLES 18.4 et 19.4 DES STATUTS

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide de modifier les articles 18.4 et 19.4 des statuts comme suit :

« ARTICLE 18 – PRESIDENT DE LA SOCIETE
...
18.4 Rémunération
Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachée à ses fonctions, dont les modalités sont fixées par décision collective ordinaire des associés... »
Le reste de l'article demeure inchangé.

« ARTICLE 19 – DIRECTEUR GENERAL
...
19.4 Rémunération
Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par décision collective ordinaire des associés... »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée par 0 voix ayant voté pour, 0 voix ayant voté contre et 0 voix s'étant abstenues.

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION – POUVOIRS

L'Assemblée Générale, donne tous pouvoirs au Président et au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations pour remplir toutes formalités légales consécutives à l'adoption des résolutions qui précèdent.

Cette résolution est adoptée ***par*** 1 000 ***voix ayant voté pour,*** 0 ***voix ayant voté contre et*** 0 ***voix s'étant abstenues.***

* * *

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de la Société.

M. Benoit de LA CELLE, Président

YELLODIT
Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissaires aux comptes
Au capital de 10.000 euros
Siège social : 4 rue Voltaire, 44000 Nantes
792 043 747 RCS Nantes

STATUTS

Mis à jour par l'Assemblée Générale Mixte du 21 décembre 2023

CERTIFIÉS CONFORMES

TITRE I

FORME - DÉNOMINATION - OBJET - SIÈGE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1er - FORME

Constituée initialement sous la forme de société à responsabilité limitée d'expertise comptable et de commissaires aux comptes, la Société a été transformée en société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissaires aux comptes, suivant décisions unanimes des associés en date du 29 mars 2017.

La Société est une société par actions simplifiée, régie par les lois et règlements en vigueur et l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

La Société peut fonctionner indifféremment sous la forme unipersonnelle ou pluripersonnelle. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci est dénommé « associé unique ».

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale de la Société est : YELLODIT.

La Société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes» et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la Société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables ;

- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé 4 rue Voltaire – 44000 NANTES.

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par décision du Président de la Société, habilité à modifier les statuts en conséquence, sous réserve de ratification par une décision extraordinaire des associés, et partout ailleurs sur le territoire français, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par la collectivité des associés.

TITRE II

FORMATION DU CAPITAL - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Pour la formation du capital, les apports faits à la constitution de la Société ont été des apports en numéraire d'un montant total de 10.000 euros formant le capital initial de la Société.

Suivant décisions unanimes des associés en date du 29 mars 2017, il a été décidé (i) la création de 250 actions de préférence de catégorie P1 d'une valeur nominale de dix euros (10 €) chacune par conversion de 250 actions ordinaires de dix euros (10 €) de valeur nominale chacune et (ii) la création de 375 actions de préférence de catégorie P2 d'une valeur nominale de dix euros (10 €) chacune par conversion de 375 actions ordinaires de dix euros (10 €) de valeur nominale chacune.

L'Assemblée Générale du 21 décembre 2023 a décidé de diviser la valeur nominale des actions par 10 et de la ramener de 10 euros à 1 euro, chaque action détenue par un associé lui donnant droit ainsi à 10 actions.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à un montant de dix mille euros (10.000 €).

Le capital social est divisé en dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, entièrement libérées et souscrites, dont :

- 3750 actions ordinaires,
- 2500 actions de préférence, au sens de l'article L. 228-11 du Code de commerce, de catégorie P1, dites « AP1 »,
- 3750 actions de préférence, au sens de l'article L. 228-11 du Code de commerce, de catégorie P2, dites « AP2 ».

Toutes les actions ordinaires bénéficient des mêmes droits. Les AP1 et les AP2 bénéficient de droits particuliers définis aux articles 17.2 et 17.3 ci-après.

La Société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, ou de modification dans la composition des organes de gestion, de direction et d'administration, la Société est tenue de demander à la Commission régionale d'inscription, dont elle relève, la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

ARTICLE 8 – AUGMENTATION DE CAPITAL

Dans toutes hypothèse, la réalisation des opérations d'augmentation du capital de la Société doit respecter les règles de détention du capital et des droits de vote par les experts-comptables et les commissaires aux comptes ou les professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

Le capital social est augmenté par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés. Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser dans le délai légal l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence de souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la Société dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. De plus, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription, en tout ou partie, par une décision collective des associés dans les conditions légales.

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions légales en vigueur.

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés par décision de justice ou par décisions unanimes des associés, sous réserve des dispositions de l'article L. 225-147-1 du Code de commerce.

La collectivité des associés peut aussi par décision collective augmenter le capital au moyen de l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, qui donne lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des titres de capital existants, soit à l'attribution de titres gratuits aux associés.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

ARTICLE 9 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation des opérations sur le capital de la Société doit respecter les règles de détention du capital et des droits de vote par les experts-comptables et les commissaires aux comptes ou les professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le capital peut être amorti par une décision collective des associés au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par décision collective des associés. Elle s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés ou aux règles de détention du capital et des droits de vote par les experts-comptables et les commissaires aux comptes.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées au minimum de la moitié de la valeur nominale au moment de la constitution de la Société et d'un quart au moins lors de souscriptions ultérieures et le cas échéant de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur simple appel du Président de la Société, dans un délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant des actions ; toutefois le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président de la société, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La Société dispose, contre l'associé défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 11 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

L'émission d'obligations est décidée ou autorisée par décision collective des associés.

La Société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par décision collective des associés.

Dans les conditions fixées par la loi, la Société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les associés ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la Société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émises par la Société revêtent obligatoirement la forme nominative.

La propriété des titres de capital résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des registres tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi et les règlements en vigueur.

Ils sont inscrits au nom de leur titulaire en comptes individuels. A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la Société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision.

Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

ARTICLE 14 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL

14.1 Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

14.2 La cession des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère valablement à l'égard de la Société et des tiers par virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « *Registre des mouvements de titres* ».

ARTICLE 15 - AGREMENT

Les titres de capital et les valeurs mobilières donnant accès au capital sont librement cessibles entre associés.

Toute autre transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accs au capital est soumise à agrément préalable par décision collective des associés de la Société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

La demande d'agrément est notifiée à la Société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de titres dont la transmission est soumise à agrément, ainsi que le prix envisagé et les modalités de paiement.

Dans les huit (8) jours dès la notification à la Société, le Président doit convoquer la collectivité des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession.

La collectivité des associés de la Société se prononce sur l'agrément d'un projet de cession dans les conditions et formes prévues pour les décisions extraordinaires.

La décision de la Société n'est pas motivée ; elle est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si les associés n'ont pas fait connaître leur décision dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification du projet de cession, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans un délai de trois (3) mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les titres à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Les frais d'expertise sont à la charge de la Société. Ce délai de trois (3) mois peut être prolongé par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six (6) mois.

L'associé cédant peut à tout moment signifier à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

Lorsque les titres de capital sont rachetés par la Société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler. Lorsque les valeurs mobilières donnant accès au capital sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue de les annuler.

Toutefois, si les titres sont vendus en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la Société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la Société ne préfère après la cession racheter sans délai les titres en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la Société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délais et conditions prévus pour toute décision collective emportant réduction du capital social.

ARTICLE 16 – CESSATION D'ACTIVITÉ D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIÉ

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la Société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la Société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser la part du capital social ou des droits de vote détenus par des experts-comptables au-dessous des quotités légales, la Société saisit le Conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au-dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenu par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six (6) mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses parts sociales permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les dispositions de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la Société, ses parts sociales étant, dans un délai de trois (3) mois suivant l'expiration des délais mentionnés aux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la Société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel, ses ayants droit disposent d'un délai de deux (2) ans pour céder leurs actions à un autre professionnel.

ARTICLE 17 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

17.1 Généralités

Sous réserve des droits particuliers attachés aux actions de préférence tels que prévus aux articles 17.2 et 17.3 ci-après, toute action ordinaire en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie sociale, comme en cas de liquidation.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

17.2 Actions de préférence de catégorie P1

Les droits particuliers suivants sont attachés aux AP1 :

(i) Les AP1 bénéficient à titre permanent d'une préférence financière :

a. en cas de distribution de quelque nature que ce soit (dividendes, réserves) décidée par la collectivité des associés, qui confère aux titulaires d'AP1, au prorata du nombre d'AP1 détenues, le droit à une quote-part de deux pourcent et cinq dixièmes (2,5 %) du montant distribué, et ce, à l'exclusion de toute autre droit financier ; et

b. en cas de survenance d'un évènement de liquidité défini ci-après (l'« Evènement de Liquidité ») :
   (i) la mise en liquidation de la Société,
   (ii) la fusion-absorption de la Société,
   (iii) la cession, partielle ou totale, ou l'apport des actions composant le capital de la Société,

   qui confère aux titulaires d'AP1, au prorata du nombre d'AP1 détenues, le droit à une quote-part de deux pourcent et cinq dixièmes (2,5 %) du produit généré par l'Evènement de Liquidité, et ce, à l'exclusion de toute autre droit financier.

   Afin de donner son plein effet aux dispositions ci-avant, tout contrat de cession donnant lieu à l'application de la préférence financière devra, dans la mesure du possible, contenir toute stipulation utile pour permettre la répartition du produit de l'opération conformément aux dispositions supra. En tout état de cause, les associés concernés s'engagent, chacun pour ce qui

le concerne, à faire tout le nécessaire et procéderont entre eux à la conclusion de tout accord, à tous mouvements de fonds et le cas échéant à tout transfert d'actions à cette fin.

En cas de cession ou d'apport d'une partie seulement des actions composant le capital de la Société, les dispositions ci-avant ne seront applicables qu'entre et par référence exclusivement aux actions ordinaires et aux AP1 et AP2 effectivement cédées ou apportées.

Exemple :

En cas de distribution de dividendes d'un montant de 1.000 €, le droit aux dividendes au titre de la préférence financière attachée aux AP1 sera égal à 25 € (soit 2,5 % de 1.000 €), et ce à l'exclusion de toute autre droit financier par ailleurs attribué aux AP1.

(ii) A chaque AP1 est attaché un droit de vote double au sein des assemblées générales des associés de la Société.

17.3 Actions de préférence de catégorie P2

Les droits particuliers suivants sont attachés aux AP2 :

(i) Les AP2 bénéficient, en complément des droits attachés aux actions ordinaires et à titre permanent, d'une préférence financière :

a. en cas de distribution de quelque nature que ce soit (dividendes, réserves) décidée par la collectivité des associés, qui confère aux titulaires d'AP2, au prorata du nombre d'AP2 détenues, le droit à une quote-part de vingt-deux pourcent et cinq dixièmes (22,5 %) du montant distribué ; et

b. en cas de survenance d'un évènement de liquidité défini ci-après (l'« Evènement de Liquidité ») :
   (i) la mise en liquidation de la Société,
   (ii) la fusion-absorption de la Société,
   (iii) la cession, partielle ou totale, ou l'apport des actions composant le capital de la Société,

   qui confère aux titulaires d'AP2, au prorata du nombre d'AP2 détenues, à une quote-part de vingt-deux pourcent et cinq dixièmes (22,5 %) du produit généré par l'Evènement de Liquidité.

   Afin de donner son plein effet aux dispositions ci-avant, tout contrat de cession donnant lieu à l'application de la préférence financière devra, dans la mesure du possible, contenir toute stipulation utile pour permettre la répartition du produit de l'opération conformément aux dispositions supra. En tout état de cause, les associés concernés s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à faire tout le nécessaire et procéderont entre eux à la conclusion de tout accord, à tous mouvements de fonds et le cas échéant à tout transfert d'actions à cette fin.

En cas de cession ou d'apport d'une partie seulement des actions composant le capital de la Société, les dispositions ci-avant ne seront applicables qu'entre et par référence exclusivement aux actions ordinaires et aux AP1 et AP2 effectivement cédées ou apportées.

Exemple :

Hypothèses :
- distribution de dividendes d'un montant de 1.000 €
- les AP2 représentent 37,5 % du capital social.

Le droit aux dividendes attaché aux AP2 sera égal à :
375 € au titre des droits ordinaires attachés aux AP2 et
225 € au titre de la préférence financière attachée aux AP2,
Soit la somme de 600 €.

(ii) A chaque AP2 est attachée une fraction de droit de vote au sein des assemblées générales des associés de la Société égale à un tiers (1/3).

TITRE III

DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 18 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

18.1 Désignation

La Société est dirigée par un Président, personne physique, choisi parmi les associés inscrits, d'une part, au tableau de l'Ordre des experts-comptables et, d'autre part, sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le Président est nommé pour une durée limitée ou non par décision collective des associés.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions à l'expiration de son mandat pour une nouvelle période limitée ou non, sans limitation du nombre de ses mandats.

18.2 Démission, révocation

Le Président peut démissionner de ses fonctions en respectant un préavis d'un (1) mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président peut être révoqué à tout moment par décision adoptée par un ou plusieurs associés, représentant plus de la moitié du nombre total des actions. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

18.3 Pouvoirs

Le Président de la Société dirige et administre la Société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales ou les présents statuts à la collectivité des associés.

Le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de son objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts sociaux suffise à constituer cette preuve.

Le Président de la Société la représente à l'égard des tiers.

Il provoque les décisions collectives des associés en vue desquelles il rédige des projets de résolution et un rapport circonstancié qui les explique et les justifie.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

18.4 Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachée à ses fonctions, dont les modalités sont fixées par la décision collective ordinaire des associés.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou variable ou à la fois fixe et variable.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le Président peut être lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif et que l'intéressé se trouve dans un état de subordination vis-à-vis de la Société.

ARTICLE 19 – DIRECTEUR GENERAL

Le Président de la Société peut être assisté par un Directeur Général nommé par les associés, sans que cette fonction ne soit obligatoire.

19.1 Désignation

Le Directeur Général est désigné sur proposition du Président par décision collective des associés.

Il peut être personne physique ou personne morale, associé de la Société. La personne morale, Directeur Général, est représentée par son représentant légal, sauf si lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est désignée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général, personne physique, peut être lié à la Société par un contrat de travail.

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée par la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

19.2 Démission, révocation

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par la démission, la révocation l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Il peut démissionner de ses fonctions en prévenant les associés au moins un (1) mois à l'avance.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment par décision adoptée par un ou plusieurs associés, représentant plus de la moitié du nombre total des actions. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

19.3 Pouvoirs

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président de la Société, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

19.4 Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération, dont les modalités sont fixées par la décision collective ordinaire des associés. Elle peut consister en un traitement fixe ou variable ou à la fois fixe et variable.

En outre, le Directeur Général sera remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Commissaire aux comptes de la Société ou s'il n'en a pas été désigné, le Président de la Société, présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement

ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit Code.

Le Commissaire aux comptes de la Société présente aux associés un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé et sur les conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport, lors de la consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé, l'éventuel associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les éventuelles conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article.

TITRE IV

DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 21 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives résultent, au choix du Président de la Société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

L'assemblée générale est convoquée par le Président ou, à défaut par le Commissaire aux comptes de la Société, s'il en existe un, ou, encore par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Elle est réunie au siège social de la Société ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Pendant la liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

L'assemblée est convoquée huit (8) jours au moins avant la réunion, soit par lettre simple ou recommandée, soit par télécopie ou par tout moyen électronique. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, si tous les associés sont présents et consentants, ils pourront décider de tenir une assemblée générale sans le respect des formalités prévues ci-dessus.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre d'actions. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre d'actions sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque associé, est émargée par les membres de l'assemblée.

En cas de consultation écrite, le Président de la Société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que les documents nécessaires à leur information.

Les associés disposent d'un délai minimal de quinze (15) jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Tout associé a droit de participer aux décisions collectives du moment que ses titres de capital sont inscrits à son nom à la date, selon le cas, de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de l'acte. Il peut se faire représenter par un autre associé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du Président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des projets de résolution mis aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le Président de la Société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du Président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la Société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération sont valablement certifiés par le Président de la Société. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par un liquidateur.

ARTICLE 22 - REGLES DE MAJORITE REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

22.1 Décisions extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions ayant pour effet de modifier directement ou indirectement les statuts de la Société.

Sous réserve (i) des dispositions légales applicables (notamment l'article L.227-19 du Code de commerce) et (ii) des décisions ayant pour objet de statuer sur des opérations de fusion, scission, apport partiel d'actifs qui exigent l'unanimité des associés, les décisions collectives extraordinaires sont prises par un ou plusieurs associés

représentant plus des trois quarts des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote (75 % + 1 voix).

22.2 Décisions ordinaires

Toutes les autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Les décisions collectives ordinaires sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote (50 % + 1 voix).

ARTICLE 23 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du Commissaire aux comptes, s'il existe, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés au siège social quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le Président de la Société adresse ou remet aux associés, avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du Commissaire aux comptes et des Commissaires à compétence particulière.

Un ou plusieurs associés représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Président de la Société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT - CONTRÔLE DES COMPTES

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse un inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux comptes de la Société dans les conditions légales et réglementaires.

Ils sont présentés et soumis pour approbation aux associés dans les six (6) mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également présentés et soumis aux associés dans les mêmes conditions et délai.

ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq (5) % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui sur proposition du Président de la Société, peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 26 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés. En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 27 - CONTROLE DES COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé le cas échéant par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Ils sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue la réunion de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Au cours de la vie sociale, les Commissaires aux comptes sont renouvelés, remplacés et nommés, sur proposition du Président, par décision d'associé unique ou par décision collective des associés.

Dans le cas où il conviendrait de procéder à la nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux comptes et où la collectivité des associés négligerait de le faire, tout associé peut demander au président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, la désignation d'un Commissaire aux comptes, le Président de la Société dûment appelé ; le mandat ainsi conféré prendra alors fin lorsqu'il aura été pourvu par la collectivité des associés à la nomination du ou des Commissaires.

Les Commissaires aux comptes ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux. Ils sont investis des pouvoirs que leur confèrent les articles L 225-218 et L 225-241 du Code de commerce.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants sont nommés, et sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès. Ils sont nommés en même temps que le ou les titulaires, pour la même durée.

TITRE VI

TRANSFORMATION - PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions légales et suivant les formalités prévues par les dispositions en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président de la Société doit provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le Président de la Société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. La décision des associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision collective des associés.

La réunion en une seule main de toutes les actions n'entraine pas la dissolution de la Société. La Société continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.
La dissolution met fin aux fonctions du Président et du Directeur Général s'il y en a un.

Les associés délibérant collectivement décident si les Commissaires aux comptes conservent leur mandat.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination sociale devra être suivie de la mention « société en liquidation », ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et à la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. La décision collective est prise dans les conditions prévues aux articles précédents.

Sous réserve des droits particuliers attachés aux actions de préférence tels que prévus aux articles 17.2 et 17.3 supra, le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

TITRE VII

CONTESTATIONS

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.